Le Togo et les services du FMI s'entendent sur un programme appuyé par la FEC

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par Montfort Mlachila a séjourné au Togo du 21 septembre au 6 septembre 2013 pour mener la consultation annuelle au titre de l'article IV et s'entretenir avec les autorités sur un éventuel appui du FMI au programme de réforme économique du gouvernement dans le cadre d'un accord triennal au titre de la facilité élargie du crédit (FEC).

La mission a rencontré le Premier Ministre, Kwesi Ahoomey-Zunu, le Ministre de l'économie et des finances, Adji Otèth Ayassor, la Ministre du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Victoire Tomegah-Dogbé, le Ministre de la planification, du développement et de l'aménagement du territoire, Mawussi Semodji, le Ministre des transports, ainsi que des mines et de l'énergie, Dammipi Noupokou, la Ministre du commerce et de la promotion du secteur privé, Bernadette Legzim-Balouki, le Directeur national de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Kossi Ténou, de hauts fonctionnaires, des représentants de la société civile, des syndicats et des entreprises, ainsi que des partenaires au développement.

A l'issue de la visite, M. Mlachila a publié la déclaration suivante :

« Les services du FMI se sont entendus avec les autorités sur un programme économique qui pourrait être appuyé par un accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit pour un total avoisinant 55 millions de DTS (environ 41 milliards de francs CFA). L'accord doit être examiné par la Direction du FMI et approuvé par le Conseil d'administration du FMI.

« La situation économique au Togo reste favorable, de même que les perspectives, en dépit d'une conjoncture économique mondiale morose. La croissance économique réelle s'est accélérée en 2012 pour atteindre 5,9 %, contre 4,8 % en 2011, grâce au dynamisme de l'agriculture, des mines et du bâtiment. La croissance devrait ralentir légèrement en 2013 pour avoisiner 5½ % en raison des conditions atmosphériques défavorables et d'un fléchissement de l'activité minière. Cependant, la croissance devrait rebondir à 6 % environ en moyenne au cours des trois prochaines années dû à une bonne performance agricole et des exportations. En 2012, l'inflation a été faible, atteignant 2,6 % en moyenne, et les perspectives sont stables. Le déficit des transactions extérieures courantes est estimé à 11,8 % du PIB en 2012, mais il devrait diminuer fortement à moyen terme.

« Les finances publiques ont été mises sous pression en 2013 en partie à cause du budget expansionniste. En conséquence, les autorités ont pris des mesures résolues et

un budget révisé a été approuvé au milieu de l'année pour stabiliser la situation budgétaire. Les recettes se portent bien, notamment sur le plan des douanes, mais leur croissance a été inférieure à celle des dépenses. En particulier, les dépenses relatives aux élections ont été supérieures aux montants inscrits au budget, et les subventions énergétiques restent élevées.

« Le rythme des réformes structurelles a ralenti notablement depuis que le pays a atteint le point d'achèvement de l'initiative des Pays pauvres très endettés (PPTÉ), et la gestion de la dette publique s'est détériorée. Les autorités ont pu privatiser deux banques avec succès, mais la privatisation de deux autres banques a échoué. Les réformes dans les secteurs des mines, des télécommunications et de l'énergie ont progressé lentement.

« Les entretiens ont porté essentiellement sur les points suivants : consolider la politique budgétaire de manière à combler les déficits de financement qui subsistent pour 2013 et à s'accorder sur le cadre budgétaire pour 2014, renforcer la gestion des finances publiques (en particulier de la dette publique), mettre en place l'Office togolais des recettes (OTR), s'attaquer à la vulnérabilité émergente du secteur financier, éliminer les obstacles à la croissance et rendre la croissance plus inclusive.

« La politique budgétaire des autorités vise à accroître notablement les recettes pour financer des dépenses indispensables dans les infrastructures et le secteur social. Le recouvrement des recettes devrait s'améliorer grâce aux réformes opérationnelles qui devraient être facilitées par l'établissement de l'OTR. Les réformes de la gestion des finances publiques porteront principalement sur l'amélioration de la gestion de la trésorerie, la simplification de la chaîne de la dépense et le renforcement des capacités techniques et opérationnelles de la cellule responsable de la gestion de la dette.

« Les autorités sont déterminées à s'attaquer aux problèmes qui apparaissent dans le secteur financier afin d'en assurer la stabilité à terme. Elles ont l'intention de renforcer leur capacité de gestion des faiblesses financières et d'améliorer le suivi des entités sous-réglementées et illégales dans le secteur de la microfinance.

« Un objectif fondamental des réformes des autorités est de veiller à ce que la croissance soit vigoureuse, durable et inclusive. Les faiblesses du secteur de l'énergie, en particulier les problèmes financiers rencontrés par les compagnies d'électricité et l'augmentation rapide de la demande d'électricité, pourraient entraîner des pénuries d'électricité à moyen terme, ce qui pèserait sur les perspectives de croissance. Pour faire face à ce problème éventuel, les autorités ont l'intention de prendre des mesures pour s'attaquer aux arriérés accumulés envers les compagnies d'électricité et éviter leur réapparition. Parmi les mesures spécifiques visant à réduire la pauvreté et à rendre la croissance plus solidaire, en particulier dans les zones rurales, figurent la construction de mini-barrages et l'expansion des pistes de desserte.

« Les services du FMI tiennent à remercier les autorités des entretiens fructueux et de leur chaleureuse hospitalité. »

9 septembre 2013